

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**TEAMFRANCE**  
Société par actions simplifiée au capital social de 1.833.382,00 euros  
ayant son siège social Bâtiment A-Arteparc - 965 Avenue de Roumanille, 06410 Biot  
821 579 448 RCS Antibes  
(la « **Société** »)

**Avis de l'Administrateur Judiciaire de Team France aux parties affectées par le projet de plan de sauvegarde  
(Article R. 626-55 du Code de commerce)**

Par jugement du 23 juillet 2024, le Tribunal de commerce d'Antibes a décidé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la Société et a notamment désigné la SELARL Xavier Huertas & Associés, prise en la personne de Maître Xavier Huertas, dont le domicile professionnel est sis au 1 rue Lamartine à Nice (06000) en qualité d'administrateur judiciaire de la Société avec mission d'assistance (l'« **Administrateur Judiciaire** »).

Par ordonnance en date du 15 janvier 2025, Monsieur le Juge commissaire à la procédure de sauvegarde a autorisé la société TEAM FRANCE, assistée de l'Administrateur judiciaire, à constituer des classes de parties affectées en deçà des seuils de constitution obligatoire prévus par la loi sur application de l'alinéa 4 de l'article L 626-29 du Code de commerce en vue de la présentation d'un plan de sauvegarde.

La Société et son dirigeant préparent actuellement un projet de plan de sauvegarde avec le concours de l'Administrateur Judiciaire.

- 1. Parties affectées par le projet de plan de sauvegarde**
- Par la présente, conformément aux dispositions de l'article R. 626-55 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire avise les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde à l'égard de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de sauvegarde et qu'elles sont en conséquence membres d'une classe (les « **Parties Affectées** »), en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce :
- **Les créanciers privilégiés de la Société :**
    - Caisse d'Epargne Côte d'Azur, bénéficiaire du nantissement de fonds de commerce suivant :

|   | Référence       | Descriptif   |
|---|-----------------|--|
| 1 | CECAZ NF – 680k | Contrat de prêt Entreprises long terme en date du 22 octobre 2016 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et la Caisse d'Epargne Côte d'Azur en tant que prêteur, d'un montant en principal de 680.000 euros, amortissable sur 8 ans jusqu'au 22 octobre 2024, à un taux de 2,25% ; garanti par un nantissement du fonds de commerce détenu par la Société, à hauteur de 680.000 euros.    |
| 2 | CECAZ NF – 112k | Contrat de prêt Entreprises long terme en date du 5 mars 2017 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et la Caisse d'Epargne Côte d'Azur en tant que prêteur, d'un montant en principal de 112.500 euros, amortissable sur 8 ans jusqu'au 5 mars 2024, à un taux de 2,25% ; garanti par un nantissement du fonds de commerce détenu par la Société, à hauteur de 112.500 euros.            |
| 3 | CECAZ NF – 300k | Contrat de prêt Entreprises long terme en date du 13 décembre 2019 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et la Caisse d'Epargne Côte d'Azur en tant que prêteur, d'un montant en principal de 300.000 euros, amortissable sur 66 mois jusqu'au 22 octobre 2024, à un taux de 1,85% ; garanti par un nantissement du fonds de commerce détenu par la Société, à hauteur de 300.000 euros. |

- Créanciers titulaires de créances fiscales et sociales privilégiées :

|   | Référence  | Descriptif  |
|---|--|---|
| 4 | <b>Direction des Grandes Entreprises / Direction générale des finances publiques</b> | Direction des Grandes Entreprises / Direction générale des finances publiques, pour toute créance fiscale née antérieurement à la date du jugement d'ouverture. |
| 5 | <b>URSSAF</b>  | URSSAF pour toute créance née antérieurement à la date du jugement d'ouverture, à l'exception de la part salariale des cotisations sociales.                    |

- Les créanciers bailleurs suivants :

|   | Référence        | Descriptif   |
|---|------------------|--|
| 6 | <b>SNC La B2</b> | Créanciers bailleurs pour toute créance née antérieurement à la date du jugement d'ouverture, au titre d'un contrat de bail conclu le 12 septembre 2019 entre la SNC La B2 en qualité de bailleur et la Société, pour des locaux situés CENTRES D'AFFAIRE LA BOURSIDIÈRE, RN 186, LE PLESSIS-ROBINSON (92357). |

▪ **Les créanciers chirographaires de la Société :**

- Les titulaires d'obligations non sécurisées au titre des émissions suivantes :

|    | Référence                             | Descriptif   |
|----|---------------------------------------|--|
| 7  | <b>OCA CECAZ – 3,5M</b>               | Obligations convertibles en actions émises par la Société le 24 avril 2022, d'un montant nominal initial émis de 3.500.000 euros portant intérêts au taux initial de 4,00% l'an et venant initialement à échéance le 24 avril 2027.  |
| 8  | <b>OCA ENTREPRENEUR INVEST – 4M</b>   | Obligations convertibles en actions émises par la Société le 26 avril 2022, d'un montant nominal initial émis de 4.000.000 euros portant intérêts au taux initial de 4,00% l'an et venant initialement à échéance le 26 avril 2027.  |
| 9  | <b>OCA ENTREPRENEUR INVEST – 270k</b> | Obligations convertibles en actions émises par la Société le 17 avril 2024, d'un montant nominal initial émis de 270.000 euros portant intérêts au taux initial de 5,00% l'an et venant initialement à échéance le 17 avril 2027.  |
| 10 | <b>OCA ENTREPRENEUR INVEST – 270k</b> | Obligations convertibles en actions émises par la Société le 3 mai 2024, d'un montant nominal initial émis de 270.000 euros portant intérêts au taux initial de 5,00% l'an et venant initialement à échéance le 3 mai 2027.  |
| 11 | <b>OS ENTREPRENEUR INVEST – 500k</b>  | Obligations simples émises par la Société le 29 avril 2024, d'un montant nominal initial émis de 500.000 euros portant intérêts au taux initial de 5,00% l'an et venant initialement à échéance le 29 avril 2025, garanties par un cautionnement de Monsieur Christian Fabre pour un montant de 600.000 euros. |

- Partenaire au titre du contrat de franchise suivant :

|    | Référence                          | Descriptif  |
|----|------------------------------------|---|
| 12 | <b>3 Keller Williams Worldwide</b> | Master franchiseur créancier chirographaire pour toute créance antérieure à la date du jugement d'ouverture ayant pour origine le Master Licence Agreement conclu le 25 juillet 2016. |

○ Banques au titre des financements bancaires suivants :

| Référence |                   | Descriptif  |
|-----------|-------------------|---|
| 13        | 3 PGE HSBC – 200k | Prêt Garanti par l'Etat conclu en date du 26 mai 2020 entre HSBC en qualité de prêteur et la Société en qualité d'emprunteur, d'un montant en principal de 200.000 euros et venant à échéance le 26 avril 2026.   |
| 14        | 4 PGE BNP – 183k  | Prêt Garanti par l'Etat conclu en date du 27 mai 2020 entre BNP en qualité de prêteur et la Société en qualité d'emprunteur, d'un montant en principal de 183.300 euros et venant à échéance le 27 décembre 2024.   |
| 15        | PGE CECAZ – 550k  | Prêt Garanti par l'Etat conclu en date du 28 mai 2020 entre BNP en qualité de prêteur et la Société en qualité d'emprunteur, d'un montant en principal de 550.000 euros et venant à échéance le 28 mai 2026.  |
| 16        | MT BPI – 1M       | Contrat de prêt Entreprises moyen terme en date du 30 avril 2021 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et BPI en tant que prêteur, d'un montant en principal de 1.000.000 euros, amortissable sur 87 mois jusqu'au 30 juillet 2028, à un taux de 2,92%. |
| 17        | MT BPI – 750k     | Contrat de prêt Entreprises moyen terme en date du 29 avril 2022 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et BPI en tant que prêteur, d'un montant en principal de 750.000 euros, amortissable sur 7 ans jusqu'au 29 avril 2029, à un taux de 4,14%.       |
| 18        | MT BPI – 750k     | Contrat de prêt Entreprises moyen terme en date du 29 avril 2022 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et BPI en tant que prêteur, d'un montant en principal de 750.000 euros, amortissable sur 7 ans jusqu'au 29 avril 2029, à un taux de 3,17%.       |
| 19        | CT SG – 300k      | Contrat de prêt Entreprises court terme en date du 15 décembre 2023 conclu entre la Société en tant qu'emprunteur et Société Générale en tant que prêteur, d'un montant en principal de 300.000 euros, amortissable sur 6 mois jusqu'au 15 juin 2024.           |

○ Les bénéficiaires des cautionnements et engagements hors bilan suivants :

| Référence |  | Descriptif  |
|-----------|--|---|
| 20        | 5 Cautionnement crédit CMLACO - BJA IMMO                     | Cautionnement de la Société au titre d'un contrat de crédit conclu entre BJA IMMO en qualité d'emprunteur et la Caisse Régionale CMLACO en qualité de prêteur en date du 12 mai 2023 d'un montant en principal de 200.000 euros, amortissable jusqu'au 5 septembre 2026.                    |
| 21        | Cautionnement crédit Banque Populaire Grand Ouest - BJA IMMO | Cautionnement de la Société au titre d'un contrat de crédit conclu entre BJA IMMO en qualité d'emprunteur et la Banque Populaire Grand Ouest en qualité de prêteur en date du 1 <sup>er</sup> mars 2019 d'un montant en principal de 200.000 euros, amortissable jusqu'au 5 septembre 2026. |
| 22        | 9 Cautionnement crédit SG – Easy Concept                     | Cautionnement de la Société au titre d'un contrat de crédit conclu entre Easy Concept en qualité d'emprunteur et la Société Générale en qualité de prêteur en date du 25 mars 2021 d'un montant en principal de 450.000 euros, amortissable jusqu'au 19 avril 2028.                         |
| 23        | 13 Cautionnement crédit SG – Team Monceau                    | Cautionnement de la Société au titre d'un contrat de crédit conclu entre Team Monceau en qualité d'emprunteur et la Société Générale en qualité de prêteur en date du 9 avril 2019 d'un montant en principal de 170.000 euros, amortissable jusqu'au 19 septembre 2025.                     |

○ Les fournisseurs et autres créanciers chirographaires suivants :

| Référence |   | Descriptif   |
|-----------|---|--|
| 24        | 9 Fournisseurs et autres créanciers chirographaires | Fournisseurs et autres créanciers chirographaires pour toute créance antérieure à la date du jugement d'ouverture (dont une liste est accessible sur demande selon les méthodes de communication décrites au paragraphe 3 ci-dessous). |

○ Les créanciers éventuels suivants :

| Référence |   | Descriptif   |
|-----------|---|--|
| 25        | 9 Créanciers éventuels au titre d'une instance en cours | Créanciers éventuels au titre d'une instance pendante pour toute créance antérieure à la date du jugement d'ouverture. |

Il en résulte que les autres titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde à l'égard de la Société qui ne seraient pas expressément listés ci-dessus ne sont pas affectés par le projet de plan.

## 2. Communication des accords de subordination

L'Administrateur Judiciaire invite les Parties Affectées à lui faire connaître par retour de mail à l'adresse mail [cpa@etude-huertas.fr](mailto:cpa@etude-huertas.fr) copie [c.bastanti@etude-huertas.fr](mailto:c.bastanti@etude-huertas.fr), au plus tard dans **un délai de 10 jours calendaires** à compter de la publication du présent avis, l'existence de tout accord de subordination dont elles auraient connaissance et qui aurait été conclu avant le 23 juillet 2024, accompagné de tous éléments justificatifs.

A défaut de communication d'un tel accord dans le délai susvisé, celui-ci sera inopposable à la procédure de sauvegarde, conformément aux articles L. 626-30 et R. 626-55 du Code de commerce.

## 3. Modalités de communication électronique avec l'Administrateur Judiciaire

L'Administrateur Judiciaire informe les Parties Affectées que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : [cpa@etude-huertas.fr](mailto:cpa@etude-huertas.fr) copie [c.bastanti@etude-huertas.fr](mailto:c.bastanti@etude-huertas.fr)

Conformément à l'article R. 626-55 du Code de commerce, vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique.

L'Administrateur Judiciaire de la Société,  
**SELARL Xavier Huertas & Associés, Maître Xavier Huertas**